

Séance du Grand Conseil

Mardi 31 janvier 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications M. le Président signale que le point 16 de l'odj a déjà été traité le 20.12.11. Concernant le point 14, celui-ci sera traité avant la point 11, en raison de l'absence, cet après-midi, du rapporteur de la commission, M. Renaud. Après l'étude du point 11 de l'odj, une demande de suspension de séance est refusée par 60 oui, 66 non et 5 abstentions.			
	2.	Dépôts Interpellations: (11_INT_594) Pierre Volet, (11_INT_595) Jacques-André Haury, (11_INT_596) Frédéric Haenni, (11_INT_597) Alette Rey-Marion, (11_INT_598) Raphaël Mahaim, (11_INT_599) Jérôme Christen. Motion: (11_MOT_158) Denis-Olivier Maillefer. Résolution: (11_RES_051) Jacques Nicolet.			
RENV-CE	3.	(11_INT_589) Interpellation Claudine Dind - Abeilles, miel et Bayvarol (pas de développement)			
RENV-CE	4.	(11_INT_591) Interpellation Michel Miéville - Où disparaissent les requérants déboutés ? (pas de développement)			
RENV-CE	5.	(11_INT_590) Interpellation Julien Eggenberger et consorts - Quelles solutions pour les bénéficiaires de l'aide sociale sans titre de formation reconnu ou qualification reconnue de plus de 25 ans ? (développement)			
RENV-CE	6.	(11_INT_592) Interpellation Philippe Ducommun - Requérants d'asile à Pully, a-t-on étudié l'impact d'un accueil au centre-ville ? (développement)			
RENV-CE	7.	(11_INT_593) Interpellation Yves Ferrari - Vous aimez les écrevisses ? Nous aussi ! (développement)			
RENV-COM	8.	(11_POS_280) Postulat Claire Attinger Doepper et consorts demandant plus d'efforts sur la formation pour diminuer le nombre de chômeurs-euses (développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			

Séance du Grand Conseil

Mardi 31 janvier 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-COM	9.	(11_POS_281) Postulat Nicolas Rochat Fernandez et consorts demandant de prioriser et renforcer la validation des acquis de l'expérience professionnelle dans le canton de Vaud (développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)			
TRAITE	10.	(11_INT_503) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Claire Attinger Doepper et consorts - Surchauffe dans la location et la vente d'objets immobiliers : état des lieux dans le canton de Vaud	DINT		

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA+M	11.	<p>(282) Exposé des motifs et</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet de loi sur le financement des formations politiques (motion Montangero) et - projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques (contre-projet du Conseil d'Etat à la motion Montangero) <p>et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Stéphane Montangero et consorts visant à modifier la loi sur l'exercice des droits politiques en introduisant les notions de transparence des coûts et de plafonnement des dépenses électorales pour les campagnes politique (1er débat)</p> <p>(1er débat): après une longue discussion d'entrée en matière, une motion d'ordre demandant que l'objet soit renvoyé en commission est refusée par 62 oui, 67 non et 2 abstentions.</p> <p>Au vote, le principe d'innovation est accepté par 67 oui, 65 non et 1 abstention. Au vote nominal, le précédent résultat est confirmé par 68 oui, 65 non et 1 abstention.</p> <p>Il s'agit ensuite de savoir si le projet de loi (oui), est préféré au contre-projet du CE (non): le non l'emporte par 64 oui, 68 non et 1 abstention. Au vote nominal, le précédent résultat est confirmé par 65 oui, 69 non et aucune abstention.</p> <p>Le contre-projet est ainsi étudié par le plénum: Art. 116b accepté par 64 oui et 63 non avec la voix du Président. Au vote nominal, le précédent résultat est infirmé par 65 oui et 66 non. Art. 116c refusé par 64 oui et 67 non. Au vote nominal, le précédent résultat est confirmé par 63 oui et 67 non. Art. 116d, sous-amdt Courdesse (10'000.-) (oui) opposé à l'amdt Montangero (5'000.-) (non): le sous-amdt Courdesse est préféré par 68 oui, 48 non et 14 abstentions. Opposé ensuite au texte du CE, l'amdt Courdesse est refusé par 9 oui, 107 non et 15 abstentions. L'art. 116d est refusé par 65 oui et 69 non. Art. 116e accepté par 68 oui et 67 non avec la voix du Président. Au vote nominal, le précédent résultat est confirmé par 67 oui et 66 non. Art. 116f refusé par 66 oui et 68 non. Art. 116g refusé par 64 oui et 69 non. Fin du 1er débat.</p>	DINT	Mattenberger N. (Majorité), Monod A. (Minorité)	
TRAITE	12.	(11_INT_529) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jacques Nicolet - Quelles mesures de sécurité dans la préparation aux éventuelles libérations conditionnelles sont prises dans notre canton?	DINT.		

Séance du Grand Conseil

Mardi 31 janvier 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-CE	13.	(10_MOT_114) Motion Cesla Amarelle et consorts au nom du groupe socialiste demandant un base légale cantonale régissant les mesures en établissement fermé (art. 59 al. 3 et 64 al. 4 CP) Une demande de transformation de la motion en postulat est acceptée par 88 oui et 1 non. La prise en considération du postulat est acceptée par 52 oui, 39 non et 2 abstentions. Celui-ci est ainsi renvoyé au CE.	DINT	Haury J.A. (Majorité), Maillefer D.O. (Minorité)	
OA	14.	(GC 185) Exposé des motifs et projets de lois modifiant : la loi du 8 mai 2007 sur le Grand Conseil (LGC), la loi du 4 juillet 2006 sur l'exécution des condamnations pénales, la loi du 7 novembre 2006 sur l'exécution de la détention avant jugement, le règlement d'application du 29 mai 2007 de la loi sur le Grand Conseil (RLGC) et Rapport de la commission thématique de la modernisation du Parlement chargée d'examiner l'objet suivant : (10_INI_034) Initiative législative du Bureau du Grand Conseil rédigée en termes généraux consistant à proposer une révision partielle de la loi sur le Grand Conseil du 8 mai 2007 en vertu de l'article 111 de la Constitution vaudoise du 14 avril 2003 (commission des visiteurs officiels) (1er débat) (1er débat): entrée en matière générale sur les quatre projets de loi et de règlement acceptée par 111 oui, 3 non et 7 abstentions. - LGC: titre section 4bis, amdt Aubert refusé par 31 oui, 69 non et 15 abstentions. Art. 1 accepté avec un avis contraire. Art. 2, al. 1, amdt Labouchère refusé par 14 oui, 101 non et 11 abstentions. Art. 2 accepté avec une abstention. Art. 3 et 4 acceptés à l'unanimité. Art. 5, al. 3, amdt Zwahlen refusé par 4 oui, 104 non et 3 abstentions. Art. 5 accepté à l'unanimité. Art. 6 et 7 acceptés à l'unanimité. Art. 8, al. 3, amdt Kappeler refusé par 11 oui, 10 non et 4 abstentions. Art. 8 accepté avec un avis contraire et une abstention. Art. 9 à 11 acceptés à l'unanimité. Art. 2 accepté à l'unanimité. Fin du 1er débat. - Projet de règlement: art. 33 accepté à l'unanimité. Fin du 1er débat. - LEP: art. 16 accepté à l'unanimité. Fin du 1er débat. - LEDJ: art. 9 accepté à l'unanimité. Fin du 1er débat.		Renaud M.	

Séance du Grand Conseil

Mardi 31 janvier 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
TRAITE	15.	(09_INT_269) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Michel Dolivo et consort demandant comment coordonner efficacement les transports publics dans les dossiers de l'hôpital Riviera-Chablais et de l'agglomération Riviera	DEC.		
	16.	(11_POS_249) Postulat Raphaël Mahaim et consorts - Pour que la complexité du système électoral ne soit pas un obstacle à la participation des électeurs! Objet mis par erreur à l'ordre du jour. Il a été traité et renvoyé au CE lors de la séance du 20.12.11.	DINT	Renaud M.	
REF	17.	(11_PET_068) Pétition pour une rétribution juste dans l'enseignement postobligatoire Les conclusions de la commission (prise en considération partielle) sont refusées par 47 oui, 56 non et 5 abstentions. Au vote nominal, le précédent résultat est confirmé par 52 oui, 61 non et 4 abstentions.	DFJC	Schwab C.	
TRAITE	18.	(11_INT_485) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Bernard Borel et consorts - Les enfants en traitement logopédique pris en otage par le DFJC ?	DFJC.		
TRAITE	19.	(04_INT_207) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Claude-Éric Dufour et consorts - PECARO : un déficit démocratique inacceptable!	DFJC.		
TRAITE	20.	(11_INT_524) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Bernard Borel et consort - L'Etat profite-t-il du nombre élevé de psychologues pour sous-payer les stages post master?	DFJC.		
TRAITE	21.	(10_INT_464) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Eric Bonjour - Dysfonctionnement permanent ou écart passager dans un institut subventionné?	DFJC.		
RENV-CE	22.	(11_POS_252) Postulat Fabienne Freymond Cantone et consorts au nom du Forum interparlementaire romand (FIR) - Le point régulier sur nos hautes écoles, acteurs clés de nos cantons Les conclusions de la commission (prise en considération) sont acceptées à l'unanimité.	DFJC	Wehrli L.	

Séance du Grand Conseil

Mardi 31 janvier 2012

de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	23.	(11_INT_499) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Stéphane Montangero - Le canton de Vaud peut-il aider à garantir l'aide à nos jeunes (et moins jeunes) au bout du fil en soutenant la prise en charge de Pro Juventute "Conseil + aide 147" ?	DFJC.		07/02/2012
RENV-T	24.	(11_INI_042) Initiative Cesla Amarelle et consorts demandant au Conseil d'Etat d'intervenir auprès de l'Assemblée fédérale afin d'obtenir une modification de la LHID relative à la déduction fiscale de la contribution d'entretien à enfant majeur (article 9, al. 2, lettre c LHID)	DFIRE	Rau M.	07/02/2012
RENV-T	25.	(11_MOT_130) Motion Nicolas Mattenberger et consorts demandant 20 jours de congé paternité pour les employés de l'Etat de Vaud	DFIRE	Dufour C.E. (Majorité), Golaz F. (Minorité)	07/02/2012
RENV-T	26.	(11_MOT_134) Motion Jean Christophe Schwaab et consorts - Favoriser la révélation des faits répréhensibles, mieux protéger les lanceurs d'alertes (whistleblowers)	DFIRE	Courdesse R.	07/02/2012

Le (La) président-e :

Le (La) secrétaire :